

# Politiques alternatives du renouvellement



**Q**ue se passe-t-il lorsque l'approche locale adoptée pour réaliser des projets de développement durable oriente non seulement la façon dont nous gouvernons, mais est également mise en œuvre stratégiquement par des candidats pour les aider à faire campagne et à se faire élire ?

Examinons tout d'abord les processus les plus efficaces pour faire avancer les initiatives communautaires répondant aux besoins socioéconomiques et environnementaux. De ce point de vue, on voit bien comment les procédures du développement participatif entraînent des mouvements politiques de grande envergure.

La participation publique aux programmes et projets communautaires est le facteur qui détermine le plus si les interventions de développement atteignent leurs objectifs avec succès. La durabilité nécessite un contrôle local dans l'établissement des priorités, en matière d'éducation, de santé ou d'économie, ainsi que dans la gestion et l'évaluation des projets de développement.

En facilitant le dialogue ouvert et la planification, le développement participatif fournit les bases des relations institutionnelles et des partenariats intersectoriels gagnant-gagnant qu'elles nouent pour atteindre des objectifs communs. Ces projets sont définis de manière critique par les populations (jusqu'à leur budget) en milieu rural et dans les petites villes et conçus pour poursuivre leurs intérêts individuels et communs.

L'un des avantages de ce processus qui peut être particulièrement pris en compte dans les politiques électorales est le suivant : les projets impulsés par la communauté suscitent la confiance entre les bénéficiaires et entre ces derniers et les particuliers et les organismes qui ont contribué à concrétiser leurs idées en améliorant leurs conditions de vie. Cette bonne volonté et cet engagement constituent le capital social qui peut déclencher l'action politique et lancer les candidats.

Cependant, le défi grandiose est d'organiser à travers les espaces géographiques ces discussions ouvertes locales sur les besoins de la communauté et la mise en œuvre de solutions. Pour ce faire, il faut l'énorme énergie d'un candidat politique dévoué. Il faut des communes qui invitent l'engagement et qui sont disposées à écouter et à partager

différentes idées. Pour catalyser l'action participative, il faut des facilitateurs locaux expérimentés en planification communautaire.

Comment cela se déroulerait-il dans une campagne politique? Tout d'abord, un parti politique ou un candidat organise une série de réunions qui font participer la population locale qui a, en évaluant ses besoins, hiérarchise ses problèmes et opportunités et met en œuvre ses plans d'action. La campagne politique est donc un processus permettant à la population d'un territoire donné de se réunir, discuter, argumenter, réconcilier ses points de vue, atteindre un consensus et s'engager dans la voie du développement pour répondre à ses besoins humains.

En substance, la plate-forme d'une candidature pour une charge publique devient le véritable article de la politique du bas vers le haut et du changement, incarnant les projets de développement de la population elle-même. Un candidat capable de catalyser l'interaction participative au sein d'une commune ou d'un Etat sera non seulement en excellente position pour gouverner s'il est élu, mais il sera probablement élu, cette plate-forme découlant directement de ce que les populations ont hiérarchisé pour elles-mêmes et pour leurs communautés.

Les candidats et leurs campagnes forgeront des liens de collaboration lorsqu'ils aident les collectivités à générer les données issues des discussions locales et peuvent ensuite décider et passer directement à ce qu'ils désirent le plus. Cela débouche aussi sur le fait que les candidats acquièrent des connaissances approfondies et comprennent les problèmes de la population et les rendements des programmes sociaux existants.

Faire ainsi campagne permet à la population de bien comprendre le type de gouvernance démocratique auquel se consacre le candidat. Une promesse de reconstruire les infrastructures, de rééquiper les travailleurs subissant les conséquences de l'évolution du marché, d'améliorer les écoles et de guérir la toxicomanie cessera de n'être que des mots et sera plutôt un engagement effectif ayant émergé d'une expérience pratique quant à la manière d'améliorer la société et du rôle crucial joué par cette autonomisation locale dans un tel processus.

En fait, se présenter aux élections en s'inspirant des concepts de développement participatif et durable, n'expose pas au risque. Les résultats de la campagne elle-même seront nombreux, viables et pourront en fin de compte servir de propositions essentielles pour des projets locaux qui peuvent alors devenir un projet de loi devant une Assemblée nationale, un Congrès ou un Parlement. Gagner ou perdre, le bon doit être fait, la campagne n'aura pas été vaine en raison de cette réalisation tangible.

Juxtaposant cette stratégie politique contre les deux principaux partis aux États-Unis, cela rejoint les idéaux des plates-formes démocrates et républicains. Lorsque les populations participent aux initiatives sociales qui influent sur leur vie et les contrôlent, c'est une expression du fédéralisme ou d'autonomisation (sous-nationale) de l'État. Cela favorise un système décentralisé de gestion des affaires, s'inscrit dans les niveaux communal, provincial ou national du processus décisionnel et renforce les capacités locales pour créer le changement recherché par la population. Lors de sa création et encore aujourd'hui, engendrer le contrôle local est une valeur première du parti républicain.

Le parti démocrate trouverait son identité incarnée dans cette stratégie en raison du caractère inclusif de celle-ci qui regroupe les jeunes et les personnes âgées, les hommes et les femmes, les marginaux, les personnes handicapées, en fait toute personne qui demeure dans une localité. En outre, cette approche reconnaît intrinsèquement que la pauvreté, un enseignement inadéquat et des soins de santé insuffisants, etc. ne sont pas principalement causés par la population qui subit ces essais. Les problèmes sociaux qui affligent nos vies sont plutôt enracinés dans l'histoire, la géographie, les décisions des générations précédentes, les décisions prises dans des endroits éloignés, la façon dont nous abordons le genre et l'origine ethnique, les conditions à la naissance et l'insuffisance des services humains.

En effet, l'alternative à la politique impulsée par les principes du développement durable est une réalisation des perspectives de la gauche et de la droite. Elle ne compromet pas l'individu pour le bien de la communauté et vice versa, mais renforce plutôt simultanément les deux. Le renouvellement participatif diminue la séparation entre faire campagne et gouverner, le processus électoral étant une série d'actions communautaires qui pourraient se dérouler si le candidat ou le parti était en position de gouvernance. Plus essentiellement, la population doit être entendue, les besoins sont énormes, les stratifications au sein de la société et entre les sociétés sont alarmantes et les promesses électorales sonnent souvent creux. Lorsqu'un projet de loi portant sur le financement de projets de la population est un certain résultat des campagnes électorales elles-mêmes, il n'y pas de mot pour l'accepter de bonne foi. Mais en fait, les actions constituant une campagne électorale se distinguent nettement moins de celles qui caractérisent la gouvernance après la victoire.

\* Sociologue et président de la  
Fondation du Haut Atlas.

Par Yossef Ben-Meir  
Samedi 17 Juin 2017

Source :  
<https://www.libe.ma>